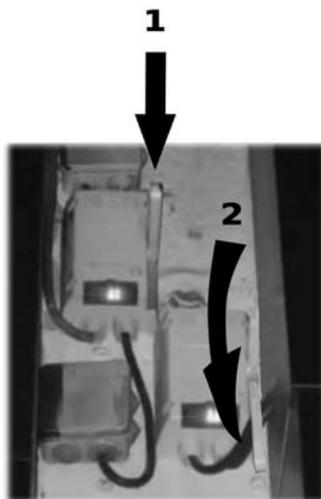


Rejoins

LE CLAN DU NÉON



Etape 1 : repérage des blocs extérieurs sur les vitrines.

Etape 2 : baisse du levier

Etape 3 : Hop, les néons sont éteint!

**TOI AUSSI AGIS
CONTRE L'AGRESSION PUBLICITAIRE
ET LE GASPILLAGE ÉNERGÉTIQUE!**

<http://clanduneon.over-blog.com/>



EDITO

Le « pouvoir d'achat », non. Le salaire, oui !

A force de déclarations démagogiques du président le pouvoir d'achat des ménages est devenu le thème numéro 1 de l'actualité sociale et politique. On peut se réjouir de le voir se prendre à son propre piège : à répéter ses promesses aux classes populaires qu'il ne peut pas tenir, puisque sa politique est tout entière au service des classes riches, les sondages s'effritent. Il ne faut pas non plus se priver de dénoncer la perte de pouvoir d'achat subie par les salariés, les retraités et les chômeurs ces dernières années. Car c'est plutôt sinistre de voir le président s'accorder 140 % d'augmentation pendant que les pensions des retraités ne vont augmenter que de 1,1 %, soit moins que l'inflation !

Mais pourquoi parlent-ils tous de « pouvoir d'achat » ? Pour ne pas parler des salaires !

C'est presque transparent avec les propositions grossières du gouvernement. D'une part il est question de baisse d'impôts, en favorisant d'abord les plus riches avec le fameux bouclier fiscal mais de toute façon en ne proposant aucune mesure pour les plus démunis, ce qui se traduit à l'autre bout de la chaîne par le non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux, toujours moins de moyens de fonctionnement, donc le démantèlement organisé du service public. Pour le reste tout paraît être une application du slogan symptomatique de la régression sociale ambiante, « travailler plus pour gagner plus » : faire des heures supplémentaires ou revendre ses RTT, bref du grand n'importe quoi qui demain nous conduira à reproduire la situation des travailleurs pauvres aux Etats-Unis où pour gagner de quoi survivre, il faut quasiment deux jobs à plein temps payés à mi-temps. Sans compter que si ceux qui ont un emploi travaillent plus, cela ne peut qu'aggraver le sort de ceux qui sont au chômage.

Mais évidemment il n'y a pas que cela.

Derrière l'histoire du « pouvoir d'achat », il y a tout un condensé de l'idéologie dominante !

Dans un monde totalement marchandisé nous voici réduits au statut d'acheteurs et de consommateurs pour le plus grand bonheur de la machinerie du capital. En centrant le discours sur la sphère de la distribution et de la consommation, on veut faire oublier que les richesses sont produites et transportées avant d'être consommées, et ce que cette production et ce transport impliquent comme exploitation, voire comme souffrances pour des travailleurs toujours plus sous pression et précarisés. Mais c'est aussi pour faire oublier que cette production sans fin autre que le tiroir-caisse des entreprises, cette production déchainée de biens de consommation jetables provoque des dégâts irréversibles sur la planète.

En centrant le discours sur le « pouvoir d'achat » on veut nous persuader qu'un salaire ne sert qu'à acheter, et que là serait notre « pouvoir ». Mais le salaire peut servir à s'organiser, à cotiser pourquoi pas. Acheter n'est pas un pouvoir. Lutter au contraire, c'en est un. Avec ce discours on veut gommer la réalité des classes : nous sommes tous consommateurs, certains plus égaux que d'autres certes mais chacun aurait prétendument la chance de grimper les échelons vers plus de richesse. On veut enterrer pour de bon tout ce qui peut rappeler que dans la sphère de la production nous ne sommes pas du même bord : salariés d'un côté, grands patrons et actionnaires de l'autre. Ces dernières décennies la part des salaires rapportée à la totalité des richesses produites n'a pas cessé de décroître. Depuis quinze ans elle a ainsi chuté de plus de 8 points dans les pays de l'Union européenne. Quand la part des salaires diminue, c'est celle des profits qui augmente. Il y a non seulement deux bords, mais ces deux bords ont des intérêts irréductiblement opposés.

Il faut évidemment augmenter la part des salaires et réduire celle des profits.

Pas seulement la part du salaire individuel, mais aussi la part du salaire socialisé financé par les cotisations sociales : les pensions des retraités et les allocations des chômeurs, mais aussi la sécurité sociale. Cela exige d'aller à l'encontre de plus de 25 ans de politiques libérales. Car les attaques du gouvernement actuel comme la mise en place des franchises médicales ou l'allongement de la durée de cotisation pour faire valoir ses droits à une retraite à taux plein, ces attaques ne sont que les dernières en date d'une longue série de mesures prises par tous les gouvernements qui se sont succédés, qu'ils aient été de droite ou de gauche.

Il faut évidemment augmenter la part des salaires et pour cela, lutter avec des revendications claires. Et il faut se préparer à lutter jusqu'au bout sur ce terrain : un autre partage des richesses, oui, mais à 100% pour les salaires et les nécessités collectives de la production et 0 % pour le profit. Car la course au profit ne peut régner que sans partage et elle mène l'humanité dans un gouffre.

Ainsi, une fois éliminé le profit, on aura aboli le salariat.

L'Appel d'outre-tombe « Politique révolutionnaire »

« C'est notre conviction fondamentale que, toutes les libertés nationales étant solidaires, les révolutions particulières dans tous les pays doivent l'être aussi, que désormais en Europe comme dans tout le monde civilisé, il n'y aura plus des révolutions, mais seulement la Révolution universelle, comme il n'y a plus qu'une seule réaction européenne et mondiale ; que, par conséquent, tous les intérêts particuliers, toutes les vanités, prétentions, jalousies et hostilités nationales doivent se fondre aujourd'hui dans l'unique intérêt commun et universel de la Révolution, qui assurera la liberté et l'indépendance de chaque nation, par la solidarité de toutes ; que la Sainte Alliance de la [contre-] Révolution mondiale et la conspiration des rois, du clergé, de la noblesse et de la féodalité bourgeoise, appuyée sur d'énormes budgets, sur des armées permanentes, sur une bureaucratie formidable, armés de tous les terribles moyens que leur donne la centralisation moderne, avec l'habitude et pour ainsi dire avec la routine de l'action et du droit de conspirer et de tout faire à titre légal sont un fait immense, menaçant, écrasant, et que, pour les combattre, pour lui opposer un fait d'une égale puissance, pour le vaincre et de détruire, il ne faut rien moins que l'alliance et l'action révolutionnaires simultanées de tous les peuples du monde civilisé.

Contre cette réaction mondiale, la Révolution isolée d'aucun peuple ne saurait réussir. Elle serait une folie, par conséquent une faute pour lui-même et une trahison, un crime, contre toutes les autres nations. Désormais, le soulèvement de chaque peuple doit se faire non en vue de lui-même, mais en vue de tout le monde. Mais, pour qu'une nation se soulève en vue et au nom de tout

le monde, il faut qu'elle ait le programme de tout le monde, assez large, assez profond, assez vrai, assez humain en un mot, pour embrasser les intérêts de tout le monde, et pour électriser les passions de toutes les masses populaires de l'Europe, sans différence de nationalité. Le programme ne peut être que celui que la Révolution démocratique et sociale.

L'objet de la Révolution démocratique et sociale peut être défini en deux mots :

Politiquement : c'est l'abolition du droit historique, du droit de conquête et du droit diplomatique. C'est l'émancipation complète des individus et des associations du joug de l'autorité divine et humaine : c'est la destruction absolue de toutes les unions et agglomérations forcées des communes dans les provinces, des provinces et des pays conquis dans l'État. Enfin, c'est la dissolution radicale de l'État centraliste, tutélaire, autoritaire, avec toutes les institutions militaires, bureaucratiques, gouvernementales, administratives, judiciaires et civiles. C'est en un mot la liberté rendue à tout le monde, aux individus, comme à tous les corps collectifs, associations, communes, provinces, régions et nations, et la garantie mutuelle de cette liberté par la fédération.

Socialement : c'est la confirmation de l'égalité politique par l'égalité économique. C'est, au commencement de la carrière de chacun, l'égalité du point de départ, égalité non naturelle mais sociale pour chacun, c'est-à-dire égalité des moyens d'entretien, d'éducation, d'instruction pour chaque enfant, garçon ou fille, jusqu'à l'époque de sa majorité. »

Michel Bakounine,
Conclusion du *Catéchisme révolutionnaire* (1865)
source : <http://www.marxists.org/>

partie de la population israélienne qui s'oppose à la politique impérialiste de son gouvernement. Celle qui refuse de servir dans l'armée et préfère se mettre en face d'elle. À l'image de « Breaking the silence », ce film réalisé par des déserteurs de l'armée, ces militants prennent le risque de se faire exclure de toute la société civile, pour dénoncer la manière dont l'État militaire israélien terrorise sa propre population et oppresse celle de Palestine.



Qui sommes-nous ?

Après cinq ans de gouvernement Jospin, la faillite de la gauche plurielle (PS, PC et Verts) est révélée avec fracas au soir du 21 avril 2002 avec pour la première fois Le Pen au deuxième tour d'une présidentielle. Le bilan est sans appel pour la gestion sociale-libérale du capitalisme. A l'inverse, l'extrême gauche atteint près de 10 %, indiquant le besoin d'une politique alternative.

En mai-juin 2003, le gouvernement Raffarin réussit à provoquer l'un des plus gros mouvements sociaux depuis Mai 68 contre sa réforme des retraites. Suivi par un énorme rassemblement militant dans le Larzac à l'été, l'ampleur de la mobilisation, ainsi qu'une approche moins identitaire du militantisme indiquent que des ressources existent pour construire une nouvelle force politique anticapitaliste ancrée dans les luttes.

C'est ce contexte qui a conduit environ 80 militantEs de l'agglomération de Nancy, issuEs de différentes organisations syndicales, politiques ou associations (AL, ATTAC, Cacendr, CGT, CNT, FSU, La Rue Qui Gouverne, LCR, SUD...) et aussi de non-encartés à lancer le 1^{er} mai 2004 un appel, « *Rassemblons-nous pour en finir avec le capitalisme* », à l'origine du Rezo-antiK. Le projet de l'appel étant de construire un cadre commun à des militantEs provenant de différentes traditions (marxistes, libertaires, écologistes...), ne convergeant pas obligatoirement sur toutes les questions mais étant d'accord sur un socle minimum de principes anticapitalistes, et pas seulement antilibéraux. L'idée était alors de dépasser les clivages organisationnels sans gommer les différences, d'unir les forces sur ce qui pouvait l'être plutôt que de marcher séparément.

Trois ans plus tard, malgré des initiatives qui ont rencontré un relatif succès comme les Rencontres Anticapitalistes en janvier 2005, force est de constater que l'objectif initial du Rezo-antiK n'a pas du tout été atteint. Différents facteurs ont pesé dans ce sens, notamment le repli des organisations existantes sur elles-mêmes, et l'absence de relais au plan national y compris de la part d'organisations se déclarant officiellement favorables au rassemblement des anticapitalistes.

Le Rezo-antiK a malgré cela continué à fonctionner, bien que l'élan unitaire anticapitaliste ait été balayé par d'autres projets comme ceux aux contours flous du rassemblement antilibéral. Nous restons convaincuEs de la nécessité d'une force politique qui soit prête à défendre jusqu'au bout les intérêts des salariéEs, des sans-papiers, sans-logement, sans-emploi, c'est-à-dire d'une force qui mise sur les luttes plutôt que sur les élections, et qui ait pour projet de sortir du capitalisme plutôt que de l'aménager.

Le Rezo-antiK publie des tracts, participe à différentes luttes et collectifs, il est un lieu de confrontation et d'élaboration par le débat entre militantEs de différents horizons, notamment à l'occasion des cafés anticapitalistes. N'hésitez pas à participer à ses activités.

Coup de gueule

La violence collective comme solution ?

Ça y est, c'est de bon ton, c'est la période. Les meilleurs vœux. La bonne année. C'est la tradition... Et si elle allait vraiment être bonne ? Après tout, qui sait ?

C'est sûr, lâcher ça, dans le vide, les vieux militants rigolent déjà. Mais si on regarde d'un peu plus près l'année qui vient de s'achever, on peut s'interroger. Allez, retenir trois faits pas du tout anodins : d'un côté une grève de cheminots, massive, qui s'achève par des sabotages coordonnés ; au milieu, des étudiants qui poursuivent la lutte par la grève de la faim ; au bout, des enrégés qui canardent les flics à l'arme à feu. Ces trois séries de faits ne sont pas à mettre sur le même plan ? Sans doute. Mais si tous ne présentent pas le même caractère de classe, de lutte vers un bien être général, ils sont cependant tous les trois le produit déterminé de la société de classe, violente, capitaliste.

Les moyens ne sont pas nouveaux ? Certes. On peut quand même remarquer, sous réserve que ce ne soit pas le résultat d'une manipulation patronale, qu'on n'avait pas vu de sabotage de cette ampleur en France depuis longtemps. Idem, la grève de la faim n'est pas neuve. Mais comme moyen de continuer un mouvement, ça en dit long sur la détermination de certains. Et quant à ceux qui tirent à l'arme à feu sur les flics, force est de constater qu'ils ne se trompent pas d'ennemi en visant le bras armé du capital, celui qui les oppresse tous les jours.

On pourrait en palabrer pendant des heures, sur tel ou tel détail, sur les désaccords de certains. Et ce serait sans doute très intéressant. Bornons-nous à constater ici que les luttes sont en plein essor depuis 1995, et ce ne sont pas les combats des deux derniers mois qui démentiraient l'affirmation. Bornons-nous aussi à constater que les moyens de lutte utilisés paraissent de plus en plus radicaux. Et, contrairement à ceux qui s'épouvantent, affirmons que la radicalité de ces moyens n'est que le produit de la dureté de la société elle-même. Ces violences ne sont que réponse à la violence du système, à la violence de la politique des gouvernements successifs (de gauche comme de droite), à la violence redoublée du sarkozysme en route pour le fascisme. Et la violence des patrons et de l'Etat ne va pas s'adoucir. Le système a l'air comme qui dirait de se raidir.

Les actions violentes vont donc se multiplier en retour, comme une conséquence inéluctable. Alors faisons le pari que ces actions se coordonnent, qu'elles deviennent violence collective, de lutte de classe, à la fois implacable et porteuse d'espoir. Ce serait là une bonne année. Ceux qui savent qu'on ne changera pas les choses avec des cures-dents ou des bulletins de vote s'en réjouissent déjà.

Sarkozysme larvé

Une perle relevée dans le courrier adressé aux parents d'élèves par un de leurs représentants au conseil de classe, dans un collège de l'agglomération :

COMPTE RENDU DU CONSEIL DE CLASSE

4^{ème} C du 17/12/2007

Synthèse

Composée de 23 élèves (12 filles et 11 garçons), la 4^{ème} C se présente comme une classe homogène et moyenne voire très moyenne. La passivité de la majeure partie des élèves est flagrante, en découle un manque de travail tant à l'école qu'à la maison. En effet, l'inattention, l'absence d'effort et des leçons peu ou pas apprises ne permettent pas de rendre les matières attractives. Pour avoir plus il faut travailler plus, le message est simple mais il est clair. Enseignants comme parents nous sommes là pour apprendre à nos enfants les valeurs que sont l'effort, le respect.... Dans leur grande majorité les élèves ont le potentiel pour réussir alors nous, parents, devons les aider et les convaincre. De nos efforts dépend leur réussite.

Résultats de la classe

☒ La moyenne générale de la classe s'établit à 12,08

☒ Tableau comparatif

	1 ^{er} trimestre	2 ^{ème} trimestre	3 ^{ème} trimestre
Félicitations	1		
Encouragements	4		
Avertissement travail	7		
Avertissement conduite	1		
Blâme	0		

Vous voulez contribuer au Termite ?

N'hésitez pas à envoyer vos contributions, informations, coups de gueule, dates, illustrations, bandes dessinées, etc.

à l'adresse : bulletin-rezo-antik@nancy-luttes.net

présenter son autre passeport. La seconde militante est née en Israël. Elle nous parle de l'Etat militaire israélien, de comment le long service militaire que doit effectuer chaque jeune soutient idéologiquement la politique d'occupation. Plus encore que l'école c'est le service militaire qui fait figure de passage obligé pour l'intégration dans la société civile. Elle nous explique y avoir échappé en feignant d'être handicapée mentale. Enfin, nous rencontrons une française, étudiante et militante à la CNT qui s'intéresse au mode particulier de résistance pacifique et internationaliste du petit village de Bil'in.

Les habitants viennent nous chercher. Distribution d'oignons, il paraît que pour ne pas souffrir des gaz lacrymogènes, il faut plonger son nez dedans. Rythmés par les slogans en arabe, les manifestants empruntent le petit chemin à travers les champs d'oliviers et en direction du mur. Nous voyons notre but au loin, il est entouré de camions de transport de troupes, de blindés et d'un mur de soldats qui nous attendent. D'autres se sont déjà avancés et nous observent de part et d'autre du chemin. Derrière le cortège une ambulance du croissant rouge nous suit. Chaque semaine des blessés sont à déplorer. Arrivés face aux soldats, les slogans fusent de plus belle, les manifestants sautent. La photo est à l'image du pays : une poignée de paysans et de jeunes militants brandissant leurs drapeaux et quelques slogans, face à un mur de soldats armés et imperturbables. Un très vieil homme se jette contre la barrière pour taper de ses mains contre les boucliers des soldats. Ceux-ci répliquent à coup de matraque. Le vieil homme s'effondre et on l'évacue sur une civière. Les manifestants s'énervent de plus belle. Sans lésiner sur les moyens, les soldats tentent de disperser le cortège par des gaz lacrymogènes et des grenades assourdissantes. Mais à chaque fois, la foule revient au contact. Ils chargent mais ne frappent que les Palestiniens. Les militants internationaux font bouclier pour les protéger. Au loin, à l'arrière, des gamins lancent des pierres avec des frondes. Un peloton de quatre soldats sortant les armes s'avance pour leur tirer dessus. Nous nous mettons autour d'eux, à un ou deux mètres, pour les filmer. Ils continuent sans scrupule. Nous crions en anglais : « *Ce sont des enfants ! Vous tirez sur des gamins !* », puis des slogans comme « *One, two, three, four ! Occupation no more ! Five, six, seven, eight ! Israël is a fascist state !* ». Petit à petit, les soldats nous repoussent en arrière jusqu'au village. Les blessés sont accompagnés par les infirmiers du croissant rouge. Les journaux du lendemain en déploreront 14, dont six enfants. Un activiste israélien est arrêté, puis relâché le lendemain. Nous avons tenu deux bonnes heures. Pour les soldats, ce fut un jeu d'enfant. Éprouvés, nous prenons un café au village avec un militant anarchiste de Tel Aviv. Visiblement ému, il nous déclare être révolté par la manière dont son pays traite la population palestinienne et la violence avec laquelle il lui répond quand elle proteste. Il peste contre l'extrême-gauche israélienne qu'il ne voit jamais dans les manifestations de soutien aux Palestiniens.

À Bil'in nous avons pu assister à un bel exemple de mobilisation politique, dans un esprit internationaliste et solidaire. Mais surtout, nous avons pu échanger avec cette



En réalité, nous trouverons la véritable pratique politique de résistance ailleurs. Le lendemain, nous participons à notre première manifestation, de l'intérieur. À quelques kilomètres de Ramallah se trouve le petit village de Bil'in. La construction du mur de séparation est venue confisquer aux paysans 60% de leurs terres. Depuis janvier 2005, tous les vendredis, la population manifeste pacifiquement. Chaque semaine de nombreux militants pacifistes et anarchistes venus d'Israël et d'ailleurs viennent soutenir les villageois. Le chauffeur de taxi qui nous y emmène est du village. Il nous invite à venir sur le toit de sa maison pour constater au loin les immenses colonies israéliennes qui s'installent. Elles ressemblent à de gros quartiers résidentiels occidentaux où s'alignent sur plusieurs rangées une multitude de bâtiments identiques. La plupart sont encore clairement en construction ou inhabités. Pour le gouvernement israélien, l'essentiel est déjà d'occuper les terres, les colons arriveront ensuite, incités par les privilèges fiscaux et sociaux destinés favoriser le peuplement du grand Israël par des populations juives. Plus près, nous voyons le mur, ou plutôt la « barrière de séparation » qui serpente sur plusieurs kilomètres. Car elle n'est pas encore un mur en dur, mais est composée de plusieurs rangées où s'alternent, haute clôture électrifiée, barbelés, fossés, bandes de sable pour identifier toute empreinte de pas, le tout sous surveillance vidéo et longé par une route goudronnée permettant les patrouilles de surveillance.

Le déroulement de la manifestation est un véritable rituel, inchangé depuis le début. Les internationaux se rejoignent dans le jardin d'une maison, partagent le café avant que les villageois ne viennent les chercher. Nous discutons avec deux militants anarchistes israéliens. Le premier est d'origine anglaise. Déjà militant en Grande-Bretagne, à son arrivée il s'est naturellement rapproché des anarchistes de Tel-Aviv qui font régulièrement le déplacement à Bil'in pour la manifestation hebdomadaire. Un déplacement peu aisé car les Israéliens n'ont absolument pas l'autorisation de pénétrer en territoire palestinien, à moins de disposer d'une double nationalité et de

Retour sur le mouvement contre la loi Péresse

Les étudiants ont eu raison... mais ils n'ont pas eu raison de la mal-nommée loi LRU, « Libertés et Responsabilités des Universités ». La mobilisation de cet automne a pourtant été massive, tout autant que celle du printemps 2006 contre la loi dite d'égalité des chances qui avait obtenu le retrait du CPE. Mais cette fois, le mouvement n'a pas été suffisamment fort pour l'emporter.

Plusieurs facteurs peuvent contribuer à l'expliquer. La loi en question touche avant tout le fonctionnement des universités en dotant les présidents de pouvoirs de « managers » pour gérer les composantes, les moyens et les personnels. Avant même que les étudiants ne puissent en ressentir les effets en termes d'augmentations de frais d'inscription ou de limitations dans les choix de filières, ce qui arrivera lentement mais sûrement au fil des ans, ce sont les personnels Biatos et enseignant-chercheurs qui sont les premiers et immédiatement visés. Mais les premiers concernés ne se sont pas vraiment mobilisés, et le dire est un euphémisme. Plus politiques que leurs aînés, les étudiants qui ont consacré plusieurs semaines à la lutte, qui ont participé massivement aux AG et aux nombreux débats sur la loi ont bien mieux saisi l'enjeu de cette lutte : la défense d'un service public d'enseignement supérieur adossé à la recherche et ouvert à tous les jeunes ayant un Bac, ou la marche forcée vers une fac libéralisée, marchandisée, élitiste et « ouverte sur le monde »... de l'entreprise.

Le mouvement a été évidemment moins populaire que celui de 2006. Des revendications spécifiquement liées aux universités parlent moins que le rejet du contrat première embauche et de la précarité, que tout le monde connaît ou côtoie, même si l'enjeu de société qui leur est lié est loin d'être anodin. Le mouvement contre le CPE a été vécu comme une lutte légitime bien au-delà des jeunes ce qui s'est traduit par le succès impressionnant de quelques journées d'action et des manifestations de soutien. Contre la loi LRU, le mouvement est finalement resté isolé après avoir cohabité un temps avec celui des cheminots contre la casse de régimes spéciaux de retraite. Dans l'un comme dans l'autre cas d'ailleurs le gouvernement est parvenu à isoler et à tuer la contestation à petit feu, avec l'aide flagrante de certaines directions syndicales. Et dans le cas du mouvement étudiant, même l'intervention éhontée des flics n'a pas provoqué grand émoi ni de réaction de solidarité, alors que quarante ans en arrière l'intervention des CRS à la Sorbonne avait entraîné la grève générale...

La principale difficulté à laquelle a été confronté le mouvement étudiant est certainement le contexte général. Le gouvernement a choisi d'attaquer sur tous les fronts et le moral n'est pas au plus haut pour lui résister. Confortée idéologiquement par une gauche libérale qui ne trouve absolument rien à redire sur le fond de ses réformes, assise sur un pouvoir médiatique unilatéralement acquis à la pensée dominante, la droite UMP tape tant qu'elle peut avec le soutien ouvert du patronat et de ses

grands représentants. En face, le mouvement social tarde d'autant plus à riposter que les instruments traditionnels de coordination des luttes que devraient être les centrales syndicales sont plus empêtrés dans la collaboration que dans la préparation d'une contre-offensive d'ensemble.

On verra peut-être d'autres luttes échouer comme celle des étudiants contre la loi LRU. Ce n'est que partie remise. Le mécontentement s'accumule, les acteurs des mouvements ne sont pas dupes ni acquis aux vainqueurs. Chaque nouvelle défaite est une expérience qui vient enrichir la préparation des mobilisations suivantes. Jusqu'au jour où, tous ensemble, on réussira à leur mettre une grande claque qu'ils n'auront pas volée.

Prochaine réunion du Rezo-antiK

Mardi 13 février à 20h00
Fac de Lettre, Bd Albert 1^{er} à Nancy
Venez, c'est ouvert !

Carnet de voyage en pays occupé

Troisième partie. Ramallah et Bil'in

Sur la route de Ramallah, nous passons 4 check-points sans trop de difficultés, si l'on considère que l'attente est l'ordinaire des déplacements en Palestine. Au passage du dernier, par exemple, nous faisons deux fois la queue : arrivés à hauteur des soldats, le chauffeur du taxi force un peu le passage, pressé de peur de ne pas avoir le temps de revenir à Jénine avant la nuit. Un jeune soldat s'avance fâché pour lancer sévèrement « *Même Abou Mazen patiente ici comme tout le monde ! Retourne derrière !* ». Par sa remarque ce soldat ne fait que souligner à quel point cette politique d'occupation est illégitime et absurde, faisant que le président palestinien lui-même n'est pas libre de ses déplacements dans son propre pays. Le jeune soldat confisque le permis du chauffeur et nous renvoie en bout de queue pour une demi-heure d'attente supplémentaire, tandis que, sur le côté, plusieurs personnes sont alignées en plein soleil et se font vider le véhicule.

Ramallah est grouillante d'activité et de vie. En journée, on n'y ressent peu le conflit. Les rues principales sont bondés, les cafés et restaurants pleins. On y croise beaucoup d'internationaux et d'innombrables étudiants se rendant à la fac leurs livres sous le bras. L'ambiance de la capitale est à l'opposé de celle du camp de réfugiés de Jénine. Une marque du conflit ne peut pourtant pas nous échapper. Il s'agit de la Mouqata'a, le siège de l'autorité palestinienne. C'est une ancienne caserne militaire anglaise, vestige d'une autre époque coloniale. Elle est en reconstruction après qu'en 2002 l'armée l'ait partiellement détruite en même temps que celle des autres grandes

villes du pays. C'est ici que Yasser Arafat a été maintenu assiégé pendant deux ans jusqu'à sa mort. Il y est également enterré, Ariel Sharon ayant refusé qu'il le soit à Jérusalem. Deux soldats palestiniens nous appellent et nous font entrer discrètement derrière les palissades pour nous montrer l'avancement des travaux. Pas sûr que ce soit la règle, mais la gentillesse de ces deux là contraste avec l'arrogance et le zèle des soldats israéliens. Ils nous proposent de prendre des photos et nous plaisantons sur leurs armes toutes usées, comparées à celles des combattants de Jénine. L'autorité palestinienne reçoit son matériel en seconde main d'Israël. « *Même pas sûr qu'ils fonctionnent !* » nous dira en plaisantant l'un d'eux.

L'université de Birzeit est la plus grande du pays. Nous tombons en pleine journée électorale. Ce soir, seront proclamés les résultats de l'élection des représentants étudiants au conseil de l'université. Nous faisons connaissance avec A., un jeune étudiant militant qui fait tout son possible pour que nous y assistions. Avant d'y parvenir, nous patientons une bonne heure devant la grille du campus sur laquelle nous ne manquons pas de remarquer le panneau avec une arme barrée. Seuls les étudiants munis de leur carte sont autorisés à pénétrer en ce jour particulier. Nous croisons un cortège d'étudiantes vêtues et voilées à l'identique, arborant écharpes et drapeaux verts du Hamas. De même que tous les militants les plus engagés, elles ont accepté de quitter le campus pour suivre les résultats à l'extérieur, à la demande de l'administration qui craint les affrontements. Sur le campus, la foule est dense et la tension vive. En Palestine, l'élection des représentants étudiants est véritablement un scrutin politique. Tout le campus a vécu une intense campagne électorale pour départager sept listes dont les principales représentent les grands partis politiques nationaux : Le Hamas, le Fatah, le FPLP, le Djihad Islamique et des formations indépendantes. A. a fait campagne pour le Front Populaire de Libération de la Palestine, le parti marxiste nationaliste palestinien. Pendant qu'il nous parle de la vie universitaire et de la campagne menée, les résultats tombent : 21 sièges pour le Hamas, 20 pour le Fatah et deux pour le Djihad Islamique.

Des scores aussi serrés pour ces deux partis qui se disputent intensément, voire violemment, le pouvoir dans le pays depuis la mort de Yasser Arafat, ne manquent pas de créer des heurts. On se bouscule, on crie, puis des coups de feu retentissent. Un étudiant reçoit une balle dans la jambe, une autre sera blessée dans la bousculade. A. et ses amis accusent le coup de la défaite. Toute la nuit, la tension reste vive. Nous entendrons de nombreux coups de feu et de canons avant que, le lendemain, la vie ne reprenne comme si de rien n'était. Les événements auxquels nous venons d'assister sont à l'image de ce qu'est devenue la pratique politique palestinienne : un semblant de démocratie ou chaque scrutin finit en affrontement voire armé entre un parti de plus en plus connivent avec l'occupant et un autre ouvertement islamiste.